



Banque de la République
du Burundi

RAPPORT DU COMITE DE POLITIQUE MONETAIRE

Deuxième trimestre 2019

RAPPORT DU COMITE DE POLITIQUE MONETAIRE

DEUXIEME TRIMESTRE 2019

TABLE DES MATIERES

LISTE DES ACRONYMES	ii
RESUME ANALYTIQUE	1
1. ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE INTERNATIONAL	3
1.1. Croissance du PIB mondial	3
1.2. Commerce mondial	4
1.3. Prix des matières premières et inflation	5
1.4. Politique monétaire dans les pays développés	6
1.5. Principaux indicateurs macroéconomiques des pays de la CEA	6
2. CONJONCTURE ECONOMIQUE ET FINANCIERE DU BURUNDI	9
2.1. Production et prix	9
2.2. Secteur extérieur	10
2.2.1. Balance des paiements	10
2.2.2. Commerce extérieur	12
2.3. Finances et dette publiques	14
2.4. Secteur monétaire	15
2.4.1. Réserves des banques et taux d'intérêts	15
2.4.2. Base monétaire	17
2.4.3. Masse monétaire et contreparties	18
2.4.4. Avoirs extérieurs du secteur bancaire	20
2.5. Situation du secteur bancaire et stabilité financière	20
2.5.1. Evolution de l'activité bancaire	20
2.5.2. Qualité du portefeuille crédit	22
2.5.3. Adéquation des fonds propres	24
2.5.4. Rentabilité du secteur bancaire	25
3. CONCLUSION ET MESURES DE POLITIQUE MONETAIRE	26

LISTE DES ACRONYMES

AFSS	: Afrique Sub-saharienne
AEN	: Avoirs Extérieurs Nets
AIN	: Avoirs Intérieurs Nets
BCE	: Banque Centrale Européenne
BIF	: Franc Burundi
BRB	: Banque de la République du Burundi
CEA	: Communauté Est Africaine
FMI	: Fonds Monétaire International
IPC	: Indice des Prix à la Consommation
ISTEEBU	: Institut de Statistiques et d'Etudes Economiques du Burundi
KES	: Shilling Kenyan
M2, M3	: Masse Monétaire au sens large
MBIF	: Millions de Francs Burundi
Mds	: Milliards
MFBCDE	: Ministère des Finances, du Budget et de la Coopération au Développement Economique
MUSD	: Millions de dollars américains
OCDE	: Organisation de Coopération et de Développement Economique
PIB	: Produit Intérieur Brut
REGIDESO	: Régie de Production et de Distribution des Eaux et d'Electricité
RWF	: Franc Rwandais
T	: Tonne
TZS	: Shilling Tanzanien
UGX	: Shilling Ougandais
USD	: Dollar Américain

RESUME ANALYTIQUE

Au deuxième trimestre 2019, l'activité économique dans les principaux pays avancés et pays émergents a ralenti en glissement annuel et trimestriel, suite principalement au relèvement des droits de douane sur les échanges commerciaux entre les Etats-Unis et la Chine ainsi que l'incertitude liée au Brexit. Selon les prévisions du FMI de juillet 2019, la croissance mondiale en 2019 s'établirait à 3,2 contre 3,6% en 2018. L'inflation a globalement augmenté dans les principaux pays avancés et émergents, suite à la hausse des prix des produits énergétiques et d'autres matières premières.

En Afrique subsaharienne, la croissance s'accélérait en 2019 (3,4 contre 3,1%) en dépit de faibles performances des grandes économies de la région notamment le Nigeria et l'Afrique du Sud qui seraient partiellement compensées par une forte croissance des pays pauvres en ressources naturelles.

Selon les prévisions du FMI d'avril 2019, l'activité économique de la CEA pourrait décélérer (5,3% contre 6,3% en 2018), en rapport principalement avec la révision à la baisse du taux de croissance de la Tanzanie qui est estimé à 4,0 contre 6,6% établi en octobre 2018 liée au retard de l'exécution budgétaire.

Au niveau de la conjoncture économique du Burundi, la production du café vert pour la campagne 2019/2020 a enregistré

des retards en juin 2019 par rapport à la même période de campagne précédente. De plus, la production du thé et la production industrielle ont baissé au deuxième trimestre par rapport au même trimestre de 2018. Au niveau des prix à la consommation, le Burundi continue à connaître la déflation au cours du deuxième trimestre 2019 (-2,9 contre -1,1%).

Le taux de croissance économique pourrait atteindre 4,1% en 2019 contre 3,8% en 2018, en liaison avec l'amélioration de l'activité dans les secteurs primaire et secondaire. En moyenne annuelle, l'inflation resterait faible (3,5 contre -2,6% en 2018).

La balance des paiements du deuxième trimestre 2019 s'est soldée par un allègement du besoin de financement (compte courant et compte de capital), résultant principalement de la diminution du déficit du compte courant et de l'augmentation de l'excédent du compte de capital.

Au niveau des finances publiques, le déficit budgétaire dons inclus s'est allégé au deuxième trimestre 2019 par rapport au même trimestre de 2018, en liaison avec une forte augmentation des recettes et une diminution des dépenses courantes. Ce déficit a été principalement financé par un endettement intérieur.

La base monétaire et la masse monétaire

se sont accrues d'un trimestre à l'autre et en glissement annuel, en liaison avec l'augmentation des avoirs intérieurs et extérieurs nets. Les réserves officielles de change ont augmenté et couvrent 1,0 mois d'importations de biens et services.

L'activité du secteur bancaire s'est accrue et tous les principaux indicateurs de stabilité et de solidité financière de ce secteur se sont améliorés.

ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE INTERNATIONAL

1.1. Croissance du PIB mondial

Au deuxième trimestre 2019, l'activité économique dans les principaux pays avancés et pays émergents a ralenti en glissement annuel et trimestriel, suite principalement à la persistance des tensions commerciales entre les Etats-Unis

et la Chine ainsi que l'incertitude liée au Brexit. Toutefois, l'activité économique s'est améliorée en Chine par rapport au trimestre précédent et a décéléré en glissement annuel bien qu'elle reste robuste.

Tableau 1: Croissance du PIB des principaux pays avancés et émergents (en %)

	Glissement trimestriel		Glissement annuel	
	T1-2019	T2-2019	T2-2018	T2-2019
États-Unis	0,8	0,5	3,2	2,3
Japon	0,7	0,4	1,4	1,1
Royaume uni	0,5	-0,2	1,4	1,2
Zone euro	0,4	0,2	2,2	1,1
OCDE - Total	0,6	0,5	2,7	1,6
Chine	1,4	1,6	6,7	6,2
Inde	1,3	1,1	7,9	5,1

Source : OCDE, principaux indicateurs économiques, Mars 2019

Aux Etats-Unis, la croissance du PIB a décéléré d'un trimestre à l'autre (0,5 contre 0,8%) et en glissement annuel (2,3 contre 3,2%). Au Japon, l'activité économique a ralenti d'un trimestre à l'autre (0,4 contre 0,7%) et d'une année à l'autre (1,1 contre 1,4%).

Au Royaume-Uni, l'activité économique a baissé (-0,2 contre 0,5%) d'un trimestre à l'autre et a décéléré en glissement annuel (1,2 contre 1,4%). Dans la Zone euro, le rythme de croissance a ralenti en glissement trimestriel (0,2 contre 0,4%) et en glissement annuel (1,1 contre 2,2%).

Dans les principaux pays émergents d'Asie, la croissance économique s'est

légèrement accélérée d'un trimestre à l'autre en Chine (1,6 contre 1,4%) et a ralenti en Inde (1,1 contre 1,3%). En glissement annuel, l'activité économique a décéléré aussi bien en Chine (6,2 contre 6,7%) qu'en Inde (5,1 contre 7,9%).

Selon les prévisions du FMI de juillet 2019, la croissance mondiale pour 2019 a été révisée à la baisse de 0,1 point de pourcentage (3,2 contre 3,3%), suite principalement aux effets du relèvement des droits de douane sur les échanges commerciaux entre les Etats-Unis et la Chine.

Tableau 2: Croissance économique mondiale (en %)

	2017	2018	2019(p)
PIB mondial	3,8	3,6	3,2
Pays avancés	2,4	2,2	1,9
Etats-Unis	2,2	2,9	2,6
Zone euro	2,4	1,9	1,3
Japon	1,9	0,8	0,9
Royaume-Uni	1,8	1,4	1,3
Pays émergents et pays en développement	4,8	4,5	4,1
Chine	6,8	6,6	6,2
Inde	7,2	6,8	7,0
Afrique subsaharienne	2,9	3,1	3,4
Nigeria	0,8	1,9	2,3
Afrique du Sud	1,4	0,8	0,7

(p): provisoire

Source: FMI, *Perspectives économiques mondiales*, Juillet 2019

Pour les pays avancés, le taux de croissance a été révisé à la hausse de 0,1 point de pourcentage (1,9 contre 1,8% initialement prévu), principalement expliqué par la révision à la hausse de la croissance des Etats-Unis.

Dans les pays émergents et en développement, il est attendu un taux de croissance de 4,1 contre 4,5% en 2018. Les prévisions de 2019 sont inférieures de 0,1 point de pourcentage, en raison de la révision à la baisse de l'activité dans toutes les grandes économies, notamment la Chine et la Russie.

En Afrique subsaharienne, la croissance pourrait atteindre 3,4% en 2019, soit 0,1 point de pourcentage de moins que

celle prévue en avril 2019. Les faibles croissances des grandes économies de la région notamment le Nigeria (2,3 contre 1,9%) et l'Afrique du Sud (0,7 contre 0,8%) pourraient être partiellement compensées par une forte croissance des pays pauvres en ressources naturelles.

1.2. Commerce mondial

En 2019, le volume du commerce mondial pourrait ralentir (2,5 contre 3,7% en 2018), sous l'effet du relèvement des droits de douane par les Etats-Unis et des mesures de représailles de la part de leurs partenaires commerciaux notamment la Chine ainsi que de l'incertitude prolongée du Brexit.

Tableau 3 : Croissance du commerce mondial (en %)

	2017	2018	2019(p)
Commerce mondial (biens et services)	5,5	3,7	2,5
Pays avancés	4,4	3,1	2,2
Pays émergents et en développement	7,5	4,7	2,9

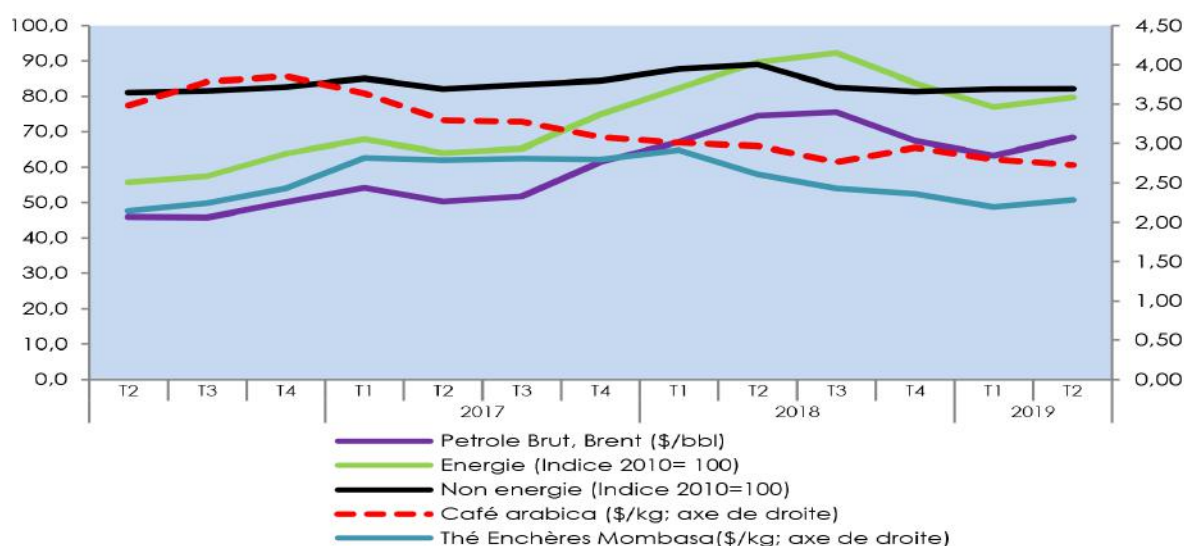
Source : FMI, *Perspectives de l'économie mondiale*, octobre 2019

1.3. Prix des matières premières et inflation

Par rapport au trimestre précédent, les prix des matières premières ont globalement augmenté au cours du deuxième trimestre 2019. En effet, le cours du pétrole brut (Brent) s'est établi à 68,30 contre 63,30 dollars le baril. Le prix du thé aux enchères de Mombassa

est passé de 2,19 à 2,28\$/kg. L'indice de l'énergie a augmenté d'un trimestre à l'autre (79,70 contre 77,10) tandis que celui des produits non énergétiques s'est établi à 82,20 contre 82,10. Le cours du café arabica a, par contre, baissé (2,73 contre 2,80 \$/kg le trimestre précédent).

Graphique 1 : Prix des matières premières



Source: Banque Mondiale, prix des matières premières, Août 2019

Suite à la hausse des prix des produits énergétiques et d'autres matières premières, l'inflation globale a augmenté dans les principaux pays avancés et émergents d'un trimestre à l'autre.

Tableau 4: Inflation dans les principaux pays avancés et émergents (en %)

En glissement annuel			
	T2-2018	T1-2019	T2-2019
États-Unis	2,71	1,64	1,81
Japon	0,63	0,30	0,79
Royaume-Uni	2,20	1,80	2,00
Zone euro	1,71	1,43	1,40
OCDE - Total	2,54	2,15	2,27
Chine	1,83	1,83	2,63
Inde	3,95	7,08	8,53

Source: OCDE, Principaux indicateurs économiques, août 2019

L'inflation globale a légèrement augmenté dans l'ensemble des pays de l'OCDE, s'établissant à 2,27 contre 2,15% au trimestre précédent. Elle a également augmenté dans les principaux pays émergents notamment en Inde (8,53 contre 7,08%) et en Chine (2,63 contre 1,83%).

1.4. Politique monétaire dans les pays développés

Au cours du deuxième trimestre 2019, les banques centrales de la plupart des pays avancés ont maintenu leurs politiques monétaires accommodantes en vue de stimuler l'activité économique et le maximum d'emploi.

Aux Etats-Unis, la Réserve Fédérale a maintenu la fourchette cible du taux des fonds fédéraux de 2,25 à 2,50% comme au trimestre précédent en vue de favoriser le plein emploi et la stabilité des prix.

Dans la Zone euro, la Banque Centrale Européenne (BCE) a gardé inchangés ses taux d'intérêt des opérations principales de refinancement, de la facilité de prêt marginal et de la facilité de dépôt, soit respectivement 0,00%, 0,25% et -0,40%.

Elle a poursuivi le programme de rachats des actifs pour maintenir des conditions de liquidité favorables aux banques pour les inciter à financer davantage l'économie.

La Banque du Japon (BoJ) a maintenu une politique monétaire accommodante estimant que l'expansion économique reste modérée et que l'objectif d'atteindre un taux d'inflation cible de 2,0% n'est pas encore atteint.

La Banque du Japon continue à appliquer un taux d'intérêt négatif (-0,1%) sur la facilité de dépôt et à poursuivre son programme de rachats des obligations du Trésor aussi longtemps que nécessaire pour réaliser et maintenir cet objectif de manière stable.

1.5. Principaux indicateurs macroéconomiques des pays de la CEA¹

D'après les prévisions du FMI d'avril 2019, l'activité économique de la CEA pourrait ralentir (5,3% contre 6,3% en 2018), suite en partie à la révision à la baisse du taux de croissance de la Tanzanie qui est estimé à 4,0 contre 6,6% établi en octobre 2018 liée au retard d'exécution budgétaire.

¹ Les données du Sud Soudan ne sont pas disponibles.

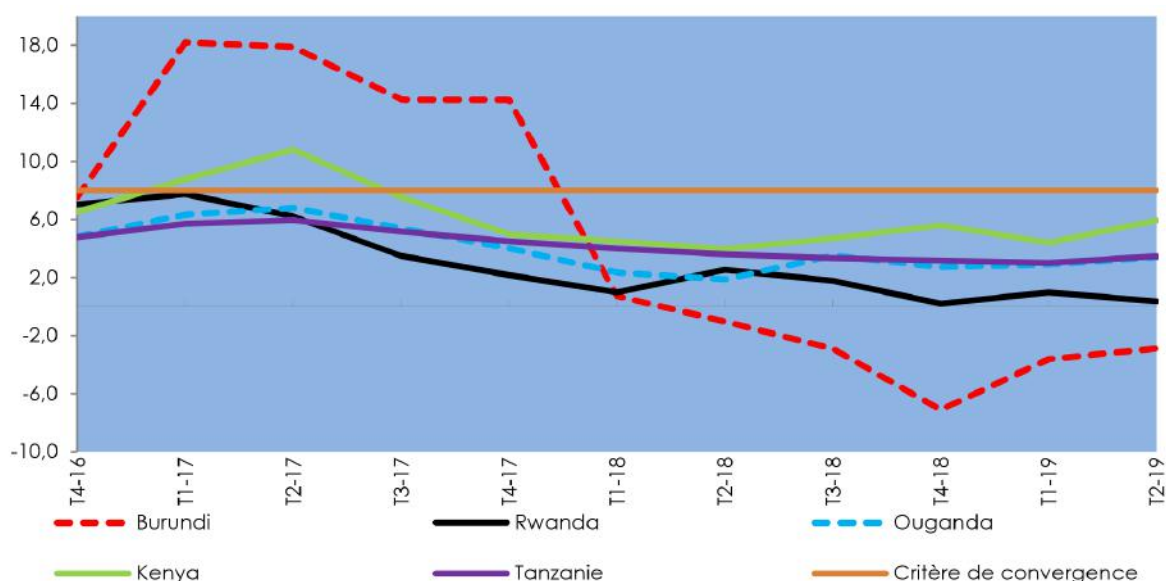
Tableau 5: Croissance du PIB dans les pays de la CEA² (en %)

	2016	2017	2018	2019(p)
Burundi	3,2	3,6	3,8	4,1
Kenya	5,9	4,9	6,0	5,8
Ouganda	2,3	5,0	6,2	6,3
Rwanda	6,0	6,2	8,6	7,8
Tanzanie	6,9	6,8	6,6	4,0
CAE	5,4	5,6	6,3	5,3
AfSS	1,4	2,9	3,1	3,4

Source : FMI, Perspectives économiques régionales : AFSS, avril 2019

Au cours du deuxième trimestre 2019, les taux d'inflation des pays de la CEA ont, dans l'ensemble, légèrement remonté mais sont restés modérés, suite notamment à la hausse des prix des produits alimentaires. L'inflation a monté au Kenya (5,9 contre 4,4%), en Ouganda (3,4 contre 2,9%) et en Tanzanie (3,5 contre 3,0%). Elle a baissé au Rwanda (0,4 contre 1,0%) pendant que le Burundi continue d'enregistrer une déflation (-2,9 contre -3,6%).

Graphique 2 : Inflation dans les pays de la CEA (en %)

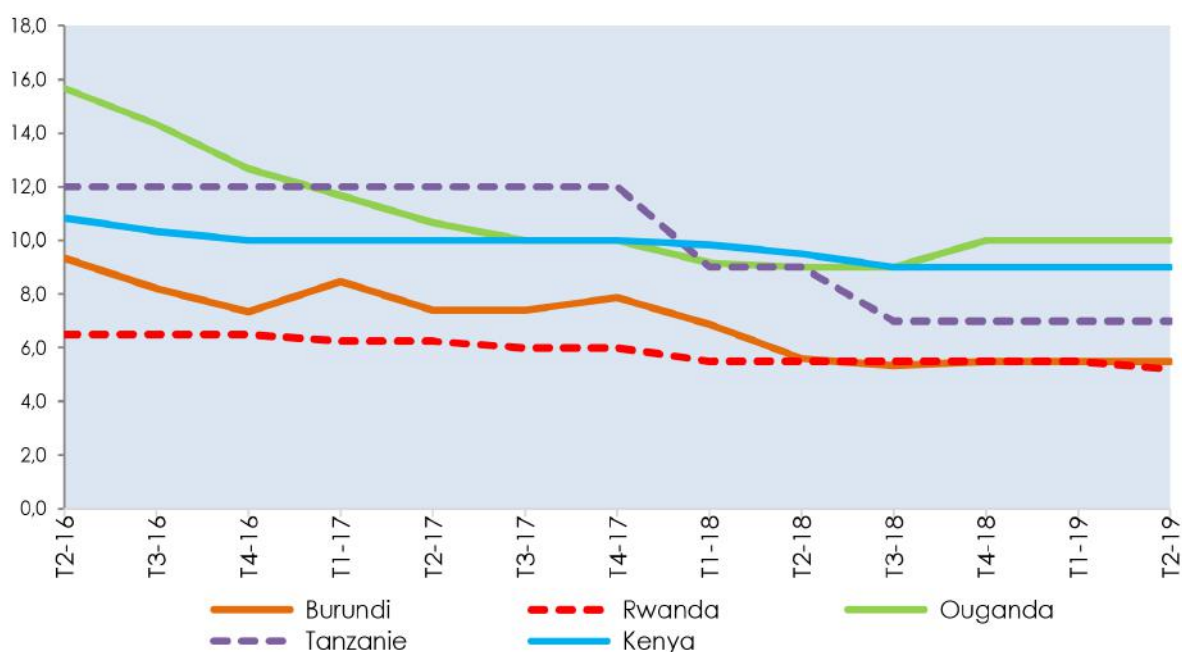


Source : Sites des banques centrales des pays de la CEA

En vue de soutenir davantage la croissance de l'activité économique, toutes les banques centrales ont maintenu leurs politiques monétaires accommodantes.

² Les données du Burundi sont tirées du Cadrage macroéconomique du Burundi, mars 2019.

Graphique 3 : Taux d'intérêts des banques centrales



Source: Sites des banques centrales des pays de la CEA

En effet, les taux directeurs des banques centrales de l'Ouganda (10,0%), du Kenya (9,0%) et de la Tanzanie (7,0%) sont restés inchangés comme au trimestre précédent. Le taux de la banque nationale du Rwanda a baissé (5,2 contre 5,5%). Au Burundi, le taux moyen

de la facilité de prêt marginal s'est établi à 5,5% comme au trimestre précédent.

En glissement annuel, les monnaies des pays de la CEA ont fluctué dans les marges de 5,0% convenues dans le cadre du maintien de la stabilité du taux de change.

Tableau 6 : Taux de change de l'USD par rapport aux monnaies des pays de la CEA

	Fin de période				
	USD/TZS	USD/RWF	USD/UGX	USD/KSH	USD/BIF
juin-18	2 277,70	859,76	3 879,54	101,05	1 779,29
mars-19	2 289,50	888,86	3 715,13	100,75	1 828,30
juin-19	2 289,50	898,28	3 694,76	102,19	1 845,14
Variation juin-19/juin-18 (%)	0,5	4,5	-4,8	1,1	3,7
Variation Juin-19/Mars-19 (%)	0,00	1,06	-0,55	1,43	0,92

Source : Sites des banques centrales des pays de la CEA

CONJONCTURE ECONOMIQUE ET FINANCIERE DU BURUNDI

2.1. Production et prix

Au deuxième trimestre 2019, la production trimestrielle du thé sec a baissé de 3,0% par rapport à la même période de l'année précédente, s'établissant à 3.329 contre 3.417 T, suite à la mauvaise pluviosité. Toutefois, la production du café vert de la nouvelle campagne 2019/2020 a enregistré des retards par rapport à la même période de 2018.

L'indice moyen de la production industrielle a diminué de 3,8% par rapport au second trimestre de 2018, suite principalement au repli de la production dans les industries alimentaires dont la production de boissons de la BRARUDI (-2,9%) et de cigarettes (-16,4%). Par rapport au trimestre précédent, l'indice s'est accru de 1,8%, passant de 112,0 à 114,0, en liaison principalement avec le début de la campagne de production sucrière, l'augmentation de la production des boissons de la BRARUDI (+6,5%) et de cigarettes (+0,5%).

La production d'électricité de la REGIDESO a augmenté de 10,2% par rapport au trimestre correspondant

de 2018, passant de 59.815 à 65.917 Mégawatts, en liaison avec la bonne pluviosité et l'augmentation de la production d'électricité des centrales thermiques en location (82,9%). De même, elle s'est accrue de 6,9% par rapport au trimestre précédent.

Le volume des marchandises transitant au port de Bujumbura s'est accru de 3,7% par rapport au même trimestre de 2018 et a reculé 13,7% par rapport au trimestre précédent, en liaison avec le repli des importations de sucre, de ciment et de clinker.

L'activité a baissé à l'aéroport international de Bujumbura au second trimestre 2019. Le nombre de passagers a régressé de 2,9% en glissement annuel et a augmenté de 13,9% d'un trimestre à l'autre. Le trafic des aéronefs a régressé en glissement annuel (-10,8%) et s'est accru en glissement trimestriel (+22,3%).

Pour l'année 2019, le taux de croissance du PIB pourrait atteindre 4,1%, en liaison avec l'amélioration de l'activité dans les secteurs primaire et secondaire. L'inflation pourrait atteindre 3,5 contre -2,6% en 2018.

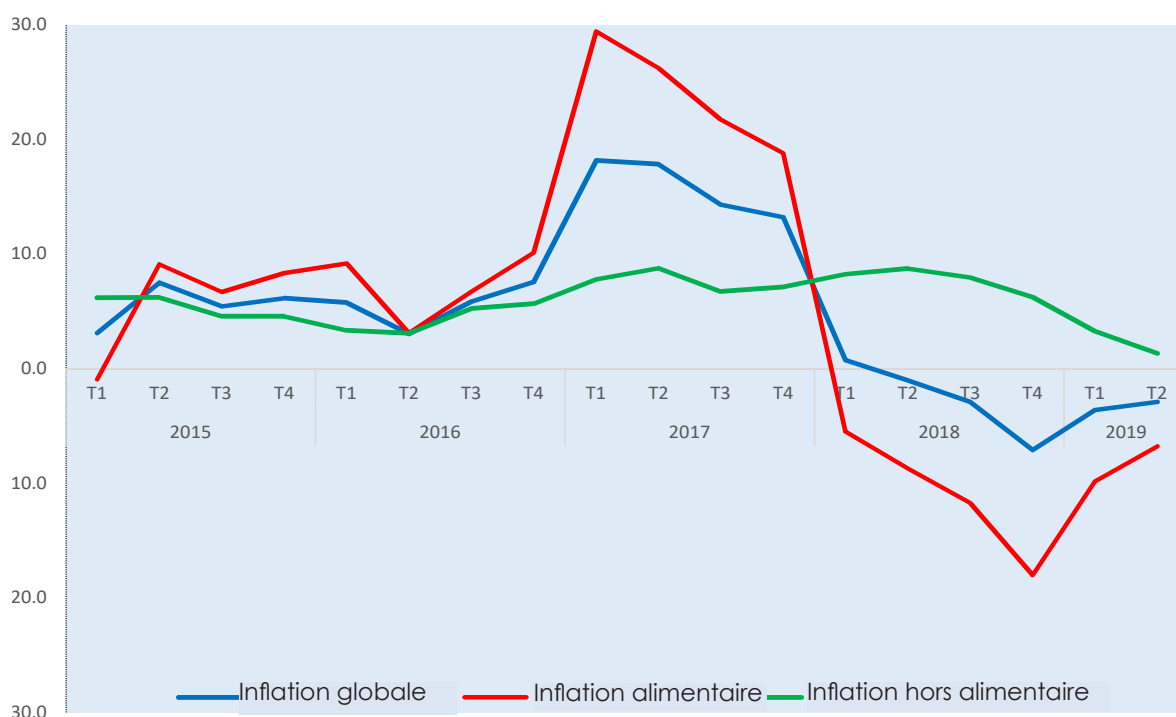
Tableau 7 : Croissance du PIB réel et inflation (en %)

	2016	2017	2018	2019 (prév.)
1. Croissance du PIB réel	3,2	3,6	3,8	4,1
Secteur primaire	1,9	-1,2	2,4	6,4
Secteur secondaire	11,2	0,3	3,4	6,9
Secteur tertiaire	-0,9	9,3	4,7	1,8
2. Inflation	5,6	16,1	-2,6	3,5

Source : Données du Cadrage macroéconomique, mars 2019

La déflation continue au second trimestre 2019, s'établissant à -2,9 contre -1,1% au trimestre correspondant de 2018. Cette déflation est expliquée par la baisse des prix des produits alimentaires (-6,8 contre -8,7%) et dans une moindre mesure par celle de l'inflation non alimentaire (1,3 contre 8,7%).

Graphique 4 : Inflation par principales composantes (en %)



Source : Calculs de la BRB à partir des données de l'ISTEEBU

De même, comparée au trimestre précédent, la déflation continue (-2,9 contre -3,6%), principalement tirée par la

baisse des prix des produits alimentaires (-6,8 contre -9,9%) et de l'inflation non alimentaire (1,3 contre 3,3%).

2.2. Secteur extérieur

2.2.1. Balance des paiements

Au deuxième trimestre 2019, le besoin de financement du compte courant et de capital s'est allégé par rapport au même trimestre de l'année précédente (114.720,4 contre 127.572,7 MBIF).

Cet allègement s'explique par une diminution du solde déficitaire des transactions courantes (-186.150,7 contre -194.940,6 MBIF) combinée à une hausse du solde excédentaire du compte de capital (71.430,3 contre 67.367,9 MBIF)

Tableau 8: Balance des paiements (en MBIF)

	T2-2018	T2-2019
COMPTE COURANT	-194 940,6	-186 150,7
Crédit	198 182,4	263 970,6
Débit	393 123,0	450 121,3
Biens	-212 115,2	-210 705,9
Exportations FOB	59 946,7	99 114,2
Importations FOB	272 061,9	309 820,1
Services	-80 116,2	-100 216,0
Crédit	19 939,9	19 193,2
Débit	100 056,1	119 409,2
Revenus primaires	-165,6	-520,1
Crédit	7 863,0	6 163,9
Débit	8 028,5	6 684,0
Revenus secondaires	97 456,3	125 291,2
Crédit	110 432,8	139 499,3
Débit	12 976,5	14 208,1
COMPTE DE CAPITAL	67 367,9	71 430,3
Crédit	67 777,9	71 658,1
Débit	410,0	227,8
Capacité (+)/ Besoin (-) de financement du compte courant et de capital	-127 572,7	-114 720,4
COMPTE FINANCIER		
Capacité (+)/ Besoin (-) de financement du compte financier	-80 963,3	-114 608,9
Investissements directs	0,0	0,0
Acquisition nette d'actifs financiers	0,0	0,0
Accroissement net de passifs	0,0	0,0
Investissements de portefeuille	0,0	0,0
Acquisition nette d'actifs financiers	0,0	0,0
Accroissement net de passifs	0,0	0,0
Dérivés financiers et option sur titres	0,0	0,0
Acquisition nette d'actifs financiers	0,0	0,0
Accroissement net de passifs	0,0	0,0
Autres investissements	-87 050,8	-151 481,9
Acquisition nette d'actifs financiers	29 555,7	5 610,4
Accroissement net de passifs	116 606,5	157 092,3
-dont Allocations DTS	-6 007,9	2 008,3
Avoirs de réserves	6 087,5	36 873,0
ERREURS ET OMISSIONS	46 609,4	111,5

Source : BRB

Au niveau du compte courant, le solde des biens s'est légèrement amélioré (-210.705,9 contre -212.115,2 MBIF), suite à une augmentation plus importante des exportations FOB (+39.167,5 MBIF) par rapport à celle des importations FOB (+37.758,2 MBIF). L'excédent des revenus secondaires a progressé (125.291,2 contre 97.456,3 MBIF), tiré par la hausse des transferts, à la fois, publics (+7.852,0 MBIF) et privés (+19.982,8 MBIF). En revanche, le solde des services s'est creusé (-100.216,0 contre -80.116,2 MBIF), principalement les services de construction qui ont enregistré une augmentation du déficit (+13.679,2 MBIF).

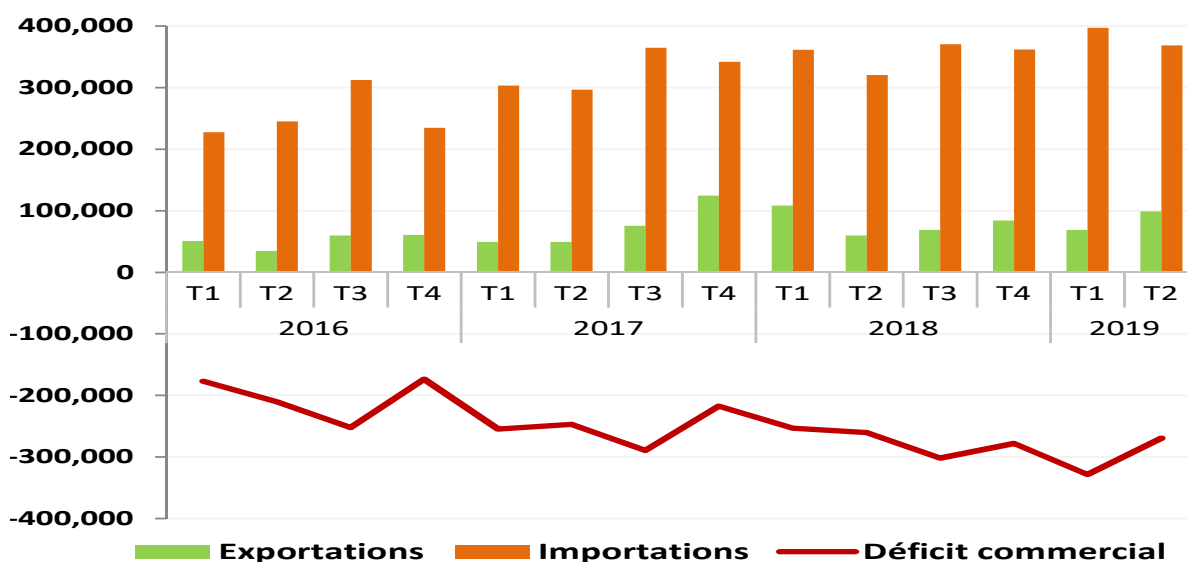
Au deuxième trimestre 2019, le compte financier a enregistré un besoin de

financement plus important que celui du même trimestre de 2018 (114.608,9 contre 80.963,3 MBIF), suite essentiellement à la hausse du déficit des autres investissements (151.481,9 contre 87.050,8 MBIF), dû en particulier à l'accroissement des engagements au titre des crédits commerciaux et des tirages.

2.2.2. Commerce extérieur

Le Le déficit commercial a augmenté de 8.828,5 MBIF au deuxième trimestre 2019 par rapport au même trimestre de 2018, s'établissant à 269.380,8 MBIF. Cette évolution résulte d'un accroissement des importations CIF de 47.996,0 MBIF, plus important que celui des exportations de 39.167,5 MBIF.

Graphique 5 : Balance commerciale (en MBIF)



Source : BRB

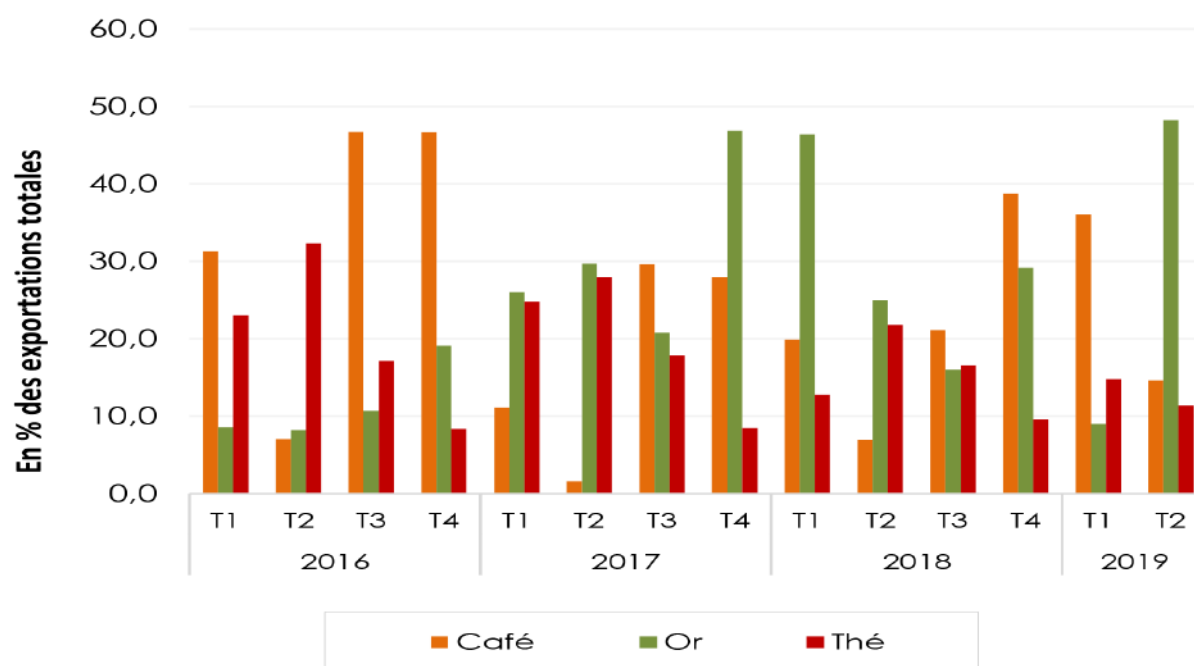
Les exportations ont augmenté de 65,3% au deuxième trimestre 2019, s'établissant à 99.114,2 contre 59.946,7 MBIF à la même période de 2018, tirées par la

hausse des produits primaires (78.824,9 contre 42.959,7 MBIF) et dans une moindre mesure par celle des produits manufacturés (20.289,3 contre 16.987,0 MBIF).

La hausse des exportations des produits primaires a principalement porté sur l'or non monétaire (+32.828,6 MBIF) et le café (+10.339,4 MBIF); la hausse des produits

manufacturés a notamment concerné l'exportation des cigarettes (+1.189,3 MBIF) et de la farine de blé (+1.469,6 MBIF).

Graphique 6 : Part des principaux produits exportés (en % des exportations totales)



Source : BRB

Les importations ont augmenté de 15,0% au deuxième trimestre 2019, s'élevant à 368.495,0 contre 320.499,0 MBIF au même trimestre de 2018, en rapport avec la hausse des importations de biens de production (159.483,0 contre 138.124,0 MBIF), de biens de consommation (141.348,0 contre 116.839,0 MBIF) et dans de faible proportion, les biens d'équipement (67.664,0 contre 65.536,0 MBIF).

Concernant les importations de biens de production, leur augmentation est imputable principalement aux biens destinés à l'agriculture et élevage (+7.456 MBIF), à l'alimentation (+7.361 MBIF)

ainsi que ceux destinés à la construction (+6.437 MBIF).

L'augmentation de biens de consommation est essentiellement tirée par les produits alimentaires (+7.709 MBIF) et autres biens de consommation durables (+17.814 MBIF).

L'accroissement des importations de biens d'équipement a principalement concerné le matériel électrique (+4.257 MBIF) et les tracteurs et engins de transports (+3.985 MBIF), qui l'emporte sur la baisse des chaudières et engins mécaniques (-5.882 MBIF).

2.3. Finances et dette publiques

Au deuxième trimestre 2019, le déficit budgétaire dons inclus s'est allégé par rapport au même trimestre de 2018, passant de 114.042,3 à 59.652,2 MBIF, en

liaison avec l'augmentation des recettes et la diminution des dépenses courantes. Ce déficit a été principalement financé par un endettement net intérieur de 80.341,9 MBIF et extérieur de 43.815,6 MBIF.

Tableau 9 : Opérations Financières de l'Etat (en MBIF)

	T2-2018	T1-2019	T2-2019
A. RECETTES ET DONNS	271 109,8	289 557,5	316 168,1
a. Recettes	203 485,7	231 759,7	244 636,0
Recettes courantes	203 485,7	231 759,7	244 636,0
Recettes exceptionnelles	-	-	-
b. Dons	67 624,1	57 797,8	71 532,1
courants	-	-	-
en capital	67 624,1	57 797,8	71 532,1
B. DEPENSES	385 152,1	346 757,4	375 820,3
a. Dépenses courantes	238 149,9	241 624,6	216 707,6
Salaires	100 063,2	109 514,5	108 632,3
b. Dépenses en capital	147 002,2	105 132,9	159 112,7
Sur ressources nationales	60 414,7	45 179,0	41 343,1
Sur prêts et dons extérieurs	86 587,5	59 953,8	117 769,6
SOLDE GLOBAL DONNS COMPRIS (base engagement)	-114 042,3	-57 199,9	-59 652,2
C. FINANCEMENT	114 042,3	57 199,9	59 652,2
Financement extérieur net	15 017,4	-2 486,8	43 815,6
Financement intérieur net	53 455,6	49 749,1	80 341,9
D. Erreurs et omission	45 569,3	9 937,6	-64 505,4

Source : MFBCDE

Les recettes ont augmenté de 20,2% au deuxième trimestre 2019, passant de 203.485,7 à 244.636,0 MBIF et les dons en capital ont augmenté de 5,8%, s'établissant à 71.532,1 contre 67.624,1 MBIF à la même période de l'année précédente.

En glissement annuel, les dépenses ont baissé de 2,4% au deuxième trimestre 2019, se fixant à 375.820,3 contre 385.152,1

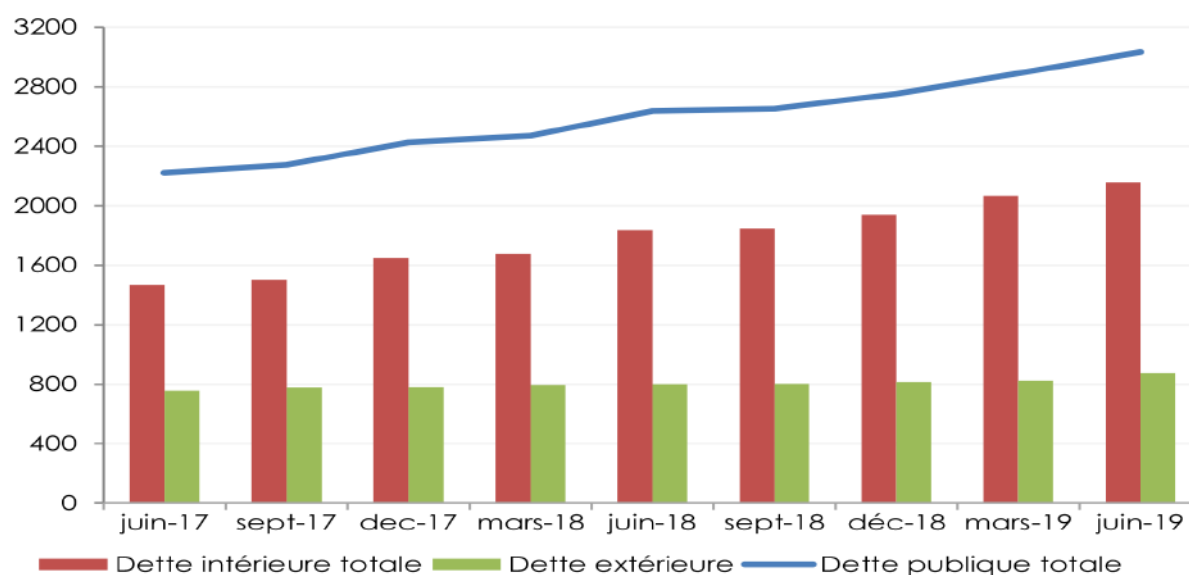
MBIF, en rapport avec la diminution des dépenses courantes (-9,0%), les dépenses en capital ayant augmenté de 8,2%.

L'encours de la dette publique totale a augmenté de 15,0% en glissement annuel, passant de 2.637,3 à 3.033,2 Mds de BIF et de 4,9% par rapport au trimestre précédent. La dette intérieure a augmenté de 17,6% en glissement annuel, passant de 1.835,5 à 2.158,6 Mds

de BIF et de 4,4% d'un trimestre à l'autre. Centrale, la dette intérieure représente Composée essentiellement des titres du Trésor et des avances de la Banque

71,2% de la dette publique totale.

Graphique 7 : Evolution de la dette publique (en MBIF)



Source : BRB

En glissement annuel, le stock de la dette extérieure s'est accru de 9,1%, passant de 801.839,6 à 874.568,9 MBIF. Cet accroissement est lié aux tirages (65.511,1 MBIF) et aux plus-values de réévaluation (18.871,5 MBIF) qui ont contrebalancé

le remboursement du principal (11.653,3 MBIF). De même, elle a augmenté de 6,1% par rapport au trimestre précédent, passant de 824.023,9 à 874.568,9 MBIF, en liaison avec les nouveaux tirages (4.075,3 MBIF) et les plus-values (3.060,2 MBIF).

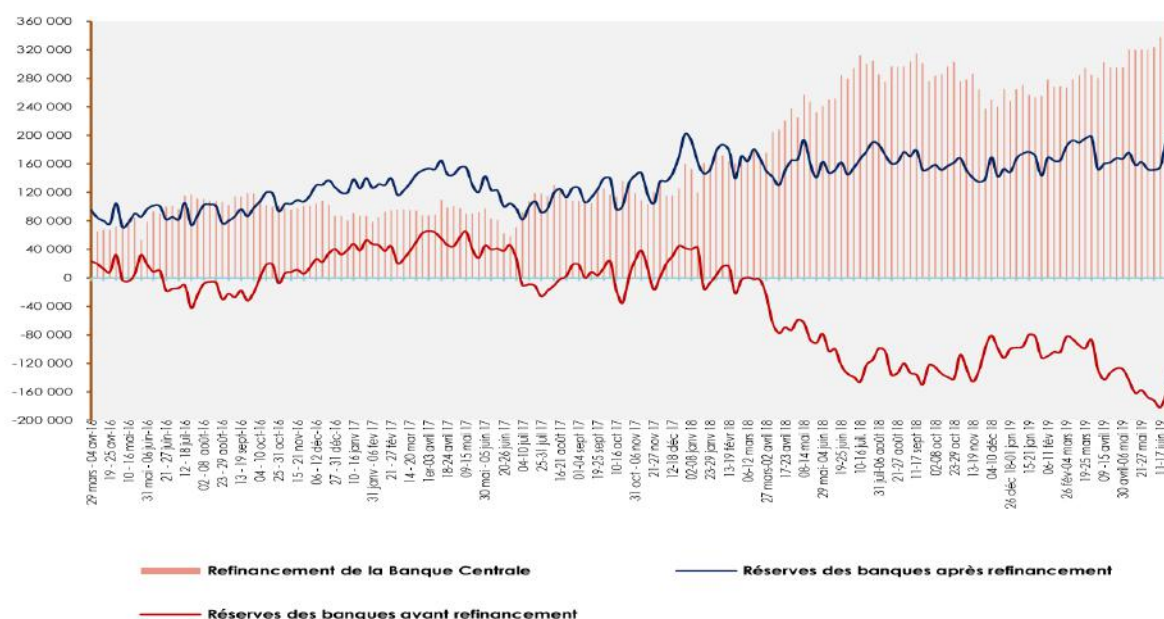
2.4. Secteur monétaire

2.4.1. Réserves des banques et taux d'intérêts

Les réserves des banques ont diminué au deuxième trimestre par rapport au premier trimestre 2019. Sans interventions de la Banque Centrale, elles se seraient établies à -146.697 contre -95.661 MBIF, en moyenne hebdomadaire, et s'élevaient à -83.869 MBIF au même trimestre de 2018.

Suite à la baisse de leurs réserves, les banques commerciales ont fait recours au refinancement de la Banque Centrale. En effet, l'encours du refinancement s'est élevé à 313.876 MBIF, en moyenne hebdomadaire, contre 269.240 MBIF au trimestre précédent et 237.869 MBIF à la même période de 2018.

Graphique 8 : Réserves des banques et interventions de la BRB (en MBF)



Source : BRB

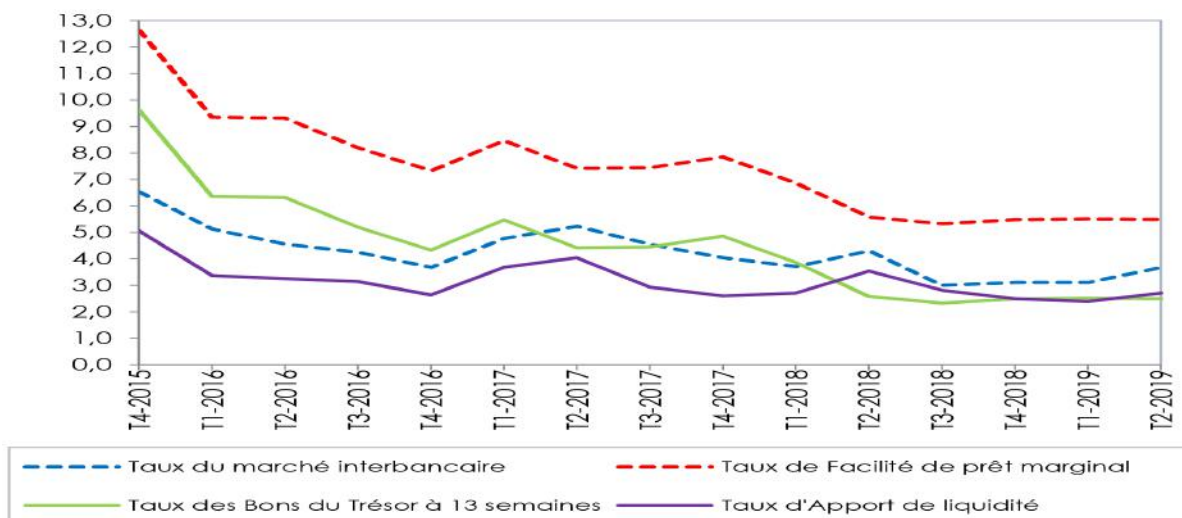
Les taux d'intérêt du marché monétaire ont légèrement augmenté au second trimestre 2019.

En effet, le taux d'intérêt moyen sur les apports de liquidité par appel d'offres est passé de 2,39 à 2,71% et celui du marché interbancaire est passé de 3,11 à 3,67%,

d'un trimestre à l'autre.

Cependant, le taux d'intérêt moyen sur la facilité de prêt marginal a légèrement baissé, s'établissant à 5,49 contre 5,51%, suite à la baisse du taux d'intérêt sur les bons du Trésor à 13 semaines auquel il est indexé (2,49 contre 2,51%).

Graphique 9: Taux d'intérêt du marché monétaire (en %)

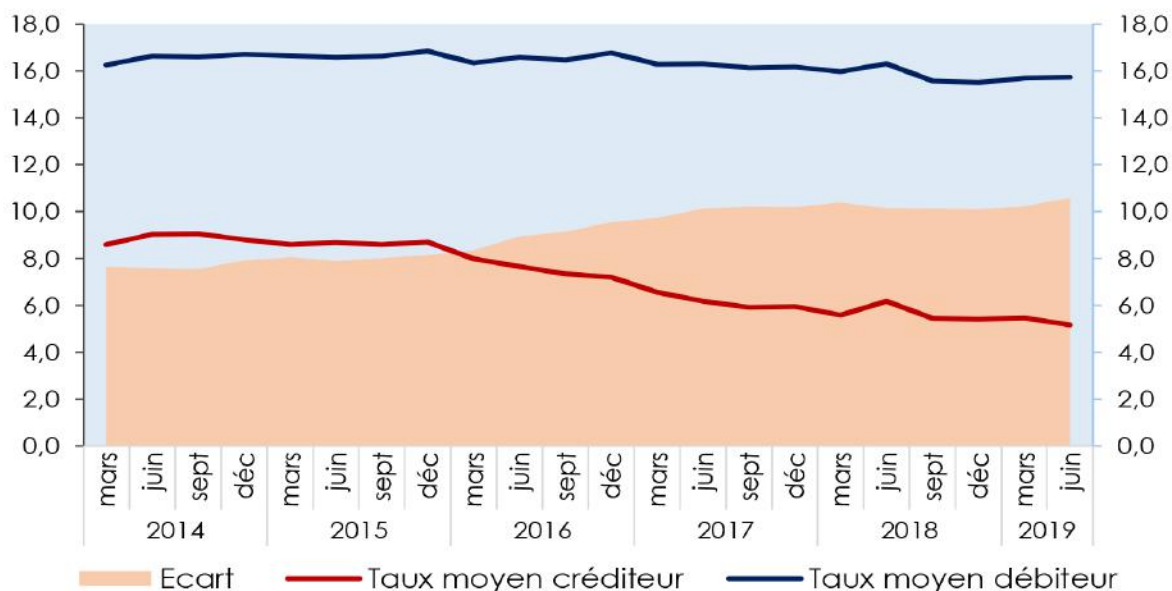


Source : BRB

Le taux d'intérêt moyen de l'encours des crédits a légèrement augmenté à fin juin 2019, s'établissant à 15,74 contre 15,51% à fin mars 2019 et 15,75% à fin juin 2018. De même, le taux d'intérêt moyen des

crédits distribués au cours du second trimestre 2019 a augmenté, s'établissant à 15,65 contre 14,84% au trimestre précédent et 15,32% à la même période de 2018.

Graphique 10 : Taux d'intérêt débiteurs et créditeurs moyens (en %)



Source : BRB

Le taux d'intérêt créditeur moyen s'est légèrement replié à fin juin 2019, se fixant à 5,16 contre 5,46% à la fin du trimestre précédent et 6,17% à la même période de 2018. En glissement trimestriel, cette diminution a concerné les comptes à vue

rémunérés (2,39 contre 3,17%). Par contre, les taux d'intérêt sur les comptes sur livret (4,61 contre 4,57%) et sur les dépôts à terme et d'épargne (6,69 contre 6,67%) ont légèrement augmenté.

2.4.2. Base monétaire

La base monétaire s'est accrue de 8,4% à fin juin 2019 par rapport à fin mars 2019, s'établissant à 657.960,5 contre 606.977,6 MBIF, principalement suite à l'amélioration des avoirs extérieurs nets (+27,0%) et, dans une moindre mesure, des avoirs intérieurs nets (+0,8%).

S'agissant de ses composantes, l'augmentation de la base monétaire a principalement concerné les billets et pièces en circulation (+53.771,8 MBIF) et les dépôts des établissements financiers (+1.454,3 MBIF). En revanche, les dépôts divers ont diminué (- 4.647,6 MBIF).

Tableau 10: Base monétaire et ses contreparties (en MBIF)

	juin.18	mars.19	juin.19	Variation (en %)	
				Trimestrielle	Annuelle
Billets et pièces en circulation	334 282,7	329 231,6	383 003,4	16,3	14,6
Dépôts des banques et microfinances	165 348,5	225 323,6	225 728,0	0,2	36,5
Dépôts des établissements financiers	1 303,3	1 904,8	3 359,1	76,3	157,7
Dépôts divers	47 612,4	50 517,6	45 870,0	-9,2	-3,7
Base monétaire = Contreparties	548 546,9	606 977,6	657 960,5	8,4	19,9
Avoirs extérieurs nets	-175 279,1	-166 782,4	-121 713,1	27,0	30,6
Avoirs intérieurs nets	723 826,0	773 760,0	779 673,6	0,8	7,7
-Créances nettes sur l'Etat	408 472,6	417 991,1	377 197,7	-9,8	-7,7
-Autres postes nets	315 353,4	355 768,9	402 475,9	13,1	27,6

Source : BRB

En glissement annuel, la base monétaire a augmenté de 19,9%, en liaison avec l'accroissement des avoirs extérieurs nets (+30,6%) et des avoirs intérieurs nets (+7,7%). Concernant les composantes de la base monétaire, la hausse a concerné les dépôts des banques et microfinances (+36,5%) et les billets et pièces en circulation (+14,6%).

L'analyse en termes de contribution à la hausse de la base monétaire révèle que l'augmentation trimestrielle a été, principalement, d'origine externe (7,4 points de pourcentage) alors qu'en glissement annuel, elle a été, à la fois, d'origine interne (10,2 points de pourcentage) et externe (9,7 points de pourcentage).

Tableau 11 : Contribution à la variation de la base monétaire à fin juin 2019

	Par rapport à mars 2019	Par rapport à juin 2018
Avoirs Extérieurs Nets (AEN)	7,4	9,7
Avoirs Intérieurs Nets (AIN)	1,0	10,2
dont: -Créances nettes sur l'Etat	-6,7	-5,7
-Autres postes nets	7,7	15,9
Base monétaire	8,4	19,9

Source : BRB

2.4.3. Masse monétaire et contreparties

Par rapport à fin mars 2019, la masse monétaire (M3) s'est accrue de 6,7% à fin juin 2019, se fixant à 2.007,1 contre 1.880,6 Mds de BIF.

Cette augmentation a porté sur les dépôts à vue (+6,6%), les placements à terme et d'épargne (+5,6%) et la circulation fiduciaire hors banques (+15,7%). En revanche, les dépôts en devises des résidents ont baissé (-3,8%).

L'augmentation trimestrielle de la masse monétaire a résulté de la hausse, à la fois, des avoirs intérieurs nets (+91.390,3 MBIF) et des avoirs extérieurs nets (+35.150,2MBIF).

La progression des avoirs intérieurs nets a concerné l'endettement net de l'Etat (+67.918,8 MBIF) et les créances sur l'économie (+38.791,6 MBIF) tandis que les autres postes nets ont diminué (-15.320,1 MBIF).

Tableau 12 : Masse monétaire et contreparties (en MBIF)

	juin.18	mars.19	juin.19 (p)	variation (en %)	
				trimestrielle	annuelle
M3	1 620 461,3	1 880 598,8	2 007 139,3	6,7	23,9
AEN	-201 255,7	-229 403,1	-194 252,9	15,3	3,5
AIN	1 821 717,0	2 110 001,9	2 201 392,2	4,3	20,8
-Crédit intérieur	2 159 954,3	2 450 302,9	2 557 013,3	4,4	18,4
Créances nettes sur l'Etat	1 189 574,3	1 403 195,3	1 471 114,1	4,8	23,7
Créances sur l'économie	970 380,0	1 047 107,6	1 085 899,2	3,7	11,9
-Autres postes nets	-338 237,3	-340 301,0	-355 621,1	-4,5	-5,1

Source: BRB

En glissement annuel, la masse monétaire (M3) a augmenté de 23,9%. Cette progression a été tirée par les dépôts à vue (+33,2%), les placements à terme et d'épargne (+16,9%), les avoirs en devises des résidents (+13,1%) et la circulation fiduciaire hors banques (+12,9%). S'agissant des contreparties, la hausse a principalement concerné les avoirs intérieurs nets (+20,8%) et, dans une

moindre mesure, les avoirs extérieurs nets (+3,5%).

L'augmentation des avoirs intérieurs nets a porté sur les créances nettes sur l'Etat (+281.539,8 MBIF) et les créances sur l'économie (+115.519,2 MBIF), les autres postes nets ayant légèrement diminué (-17.383,8 MBIF).

Tableau 13 : Origine de la variation de la masse monétaire à fin juin 2019

	Par rapport à mars 2019	Par rapport à juin 2018
Avoirs Extérieurs Nets (AEN)	1,9	0,5
Avoirs Intérieurs Nets (AIN)	4,8	23,4
dont: -Crédit Intérieur	5,6	24,5
-Autres Postes Nets	-0,8	-1,1
Masse monétaire	6,7	23,9

Source: BRB

La progression de la masse monétaire a été principalement d'origine interne aussi bien en glissement trimestriel (4,8 points de pourcentage) qu'en glissement annuel (23,4 points de pourcentage).

2.4.4. Avoirs extérieurs du secteur bancaire

A fin du juin 2019, les avoirs extérieurs ont augmenté de 13,2% en glissement trimestriel alors qu'elles ont diminué de 8,7% en glissement annuel.

Tableau 14: Avoirs extérieurs (en MUSD)

	Fin de période			variation	
	juin-18	mars-19	juin-19	trimestrielle	annuelle
BRB	83,70	72,25	96,01	32,9	14,7
Dont: Réserves officielles	73,57	56,26	75,60	34,4	2,8
Banques commerciales	96,83	73,45	68,89	-6,2	-28,9
Total	180,53	145,70	164,90	13,2	-8,7

Source : BRB

Les avoirs extérieurs de la BRB se sont accrus de 32,9% à fin juin 2019 par rapport à fin mars 2019 et de 14,7% par rapport à la même période en 2018. En revanche, ceux des banques commerciales ont diminué de 6,2% d'une fin de trimestre à l'autre et de 28,9% en glissement annuel.

Les réserves officielles ont progressé de 34,4% à fin juin 2019 par rapport à fin mars 2019, s'établissant à 75,60 contre 56,26 MUSD.

Elles ont légèrement augmenté de 2,8% en glissement annuel et couvraient 1,0 à fin juin 2019 contre 1,1 mois d'importations de biens et services à la même période en 2018 alors que le niveau plancher est fixé à 4,5 mois dans les critères de convergence de la CEA.

2.5. Situation du secteur bancaire et stabilité financière

L'activité du secteur bancaire s'est accrue de 21,1% en glissement annuel, s'établissant à 2.940,9 à fin juin 2019 contre 2.428,2 et de 5,9% d'un trimestre à l'autre. Sur les mêmes périodes, le portefeuille crédit et les dépôts de la clientèle se sont améliorés. De même, les fonds propres du secteur bancaire et tous les ratios prudentiels sont demeurés au-dessus du minimum réglementaire.

2.5.1. Evolution de l'activité bancaire

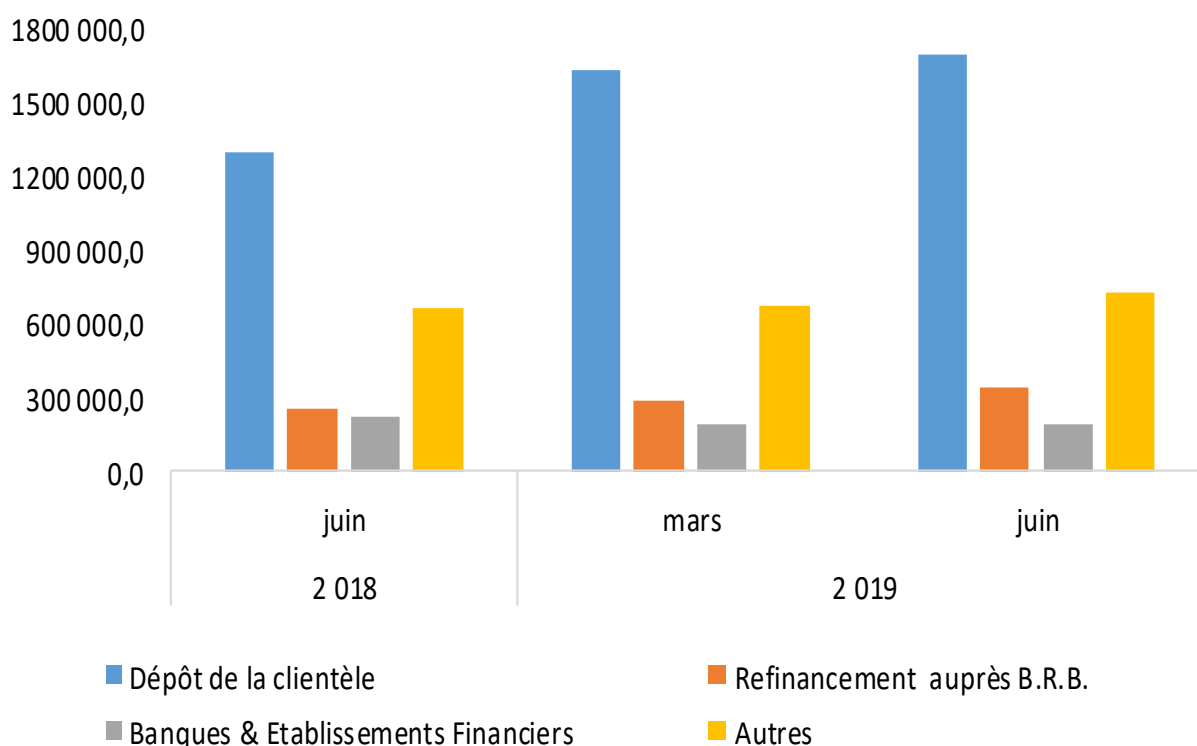
2.5.1.1. Principales ressources

Les dépôts ont augmenté de 30,9% à fin juin 2019 par rapport à la même période en 2018, s'établissant à 1.694,5

contre 1.294,0 Mds de BIF et de 3,9% d'un trimestre à l'autre. Par contre, les avoirs interbancaires ont diminué de 12,5% en glissement annuel, passant de 216,3 à 189,4 Mds de BIF à fin juin

2019. Le refinancement auprès de la Banque Centrale s'est accru de 29,5%, s'établissant à 334,7 contre 258,4 Mds de BIF à la même période de 2018.

Graphique 11 : Evolution des ressources (en MBIF)



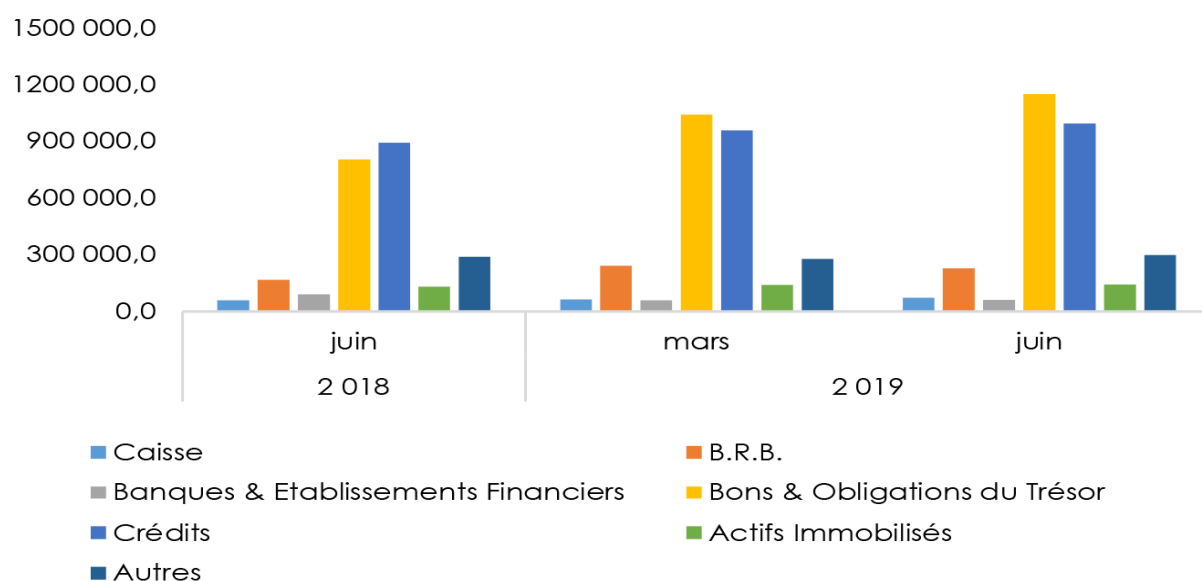
Source: BRB

2.5.1.2. Principaux emplois

Les crédits à l'économie ont augmenté de 11,3% à fin juin 2019, s'établissant à 993,0 contre 892,1 Mds de BIF à fin juin 2018 et de 3,8% à fin mars 2019.

De même, l'encours des titres du Trésor s'est accru de 43,3% par rapport à fin juin 2018, passant de 802,7 à 1.150,0 Mds de BIF et de 10,5% par rapport à fin mars 2019.

Graphique 12 : Evolution des emplois du secteur bancaire (en MBIF)



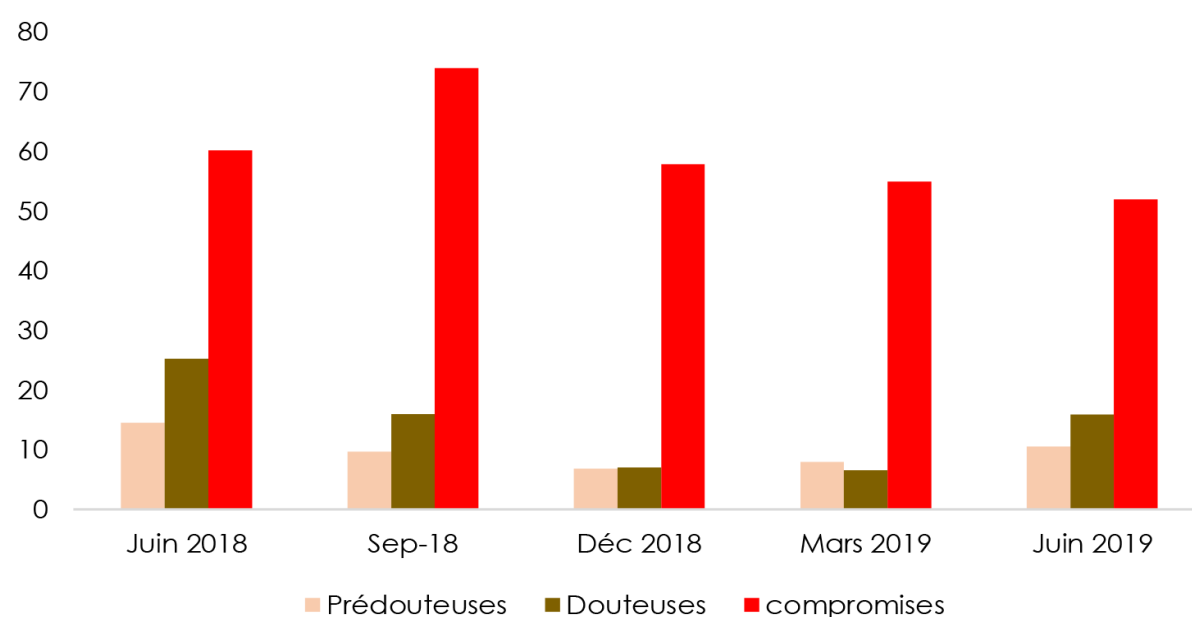
Source: BRB

2.5.2. Qualité du portefeuille crédits

A fin juin 2019, les prêts non performants ont baissé de 21,5% par rapport à fin juin 2018, suite à la diminution des créances pré-douteuses (-27,3%), douteuses (-37,1%) et compromises (-13,6%). Par contre, ils

ont augmenté de 12,9% d'un trimestre à l'autre, en rapport avec l'augmentation des créances pré-douteuses (+33,3%), douteuses (+140,5); les créances pré-douteuses ayant régressé de 5,5%.

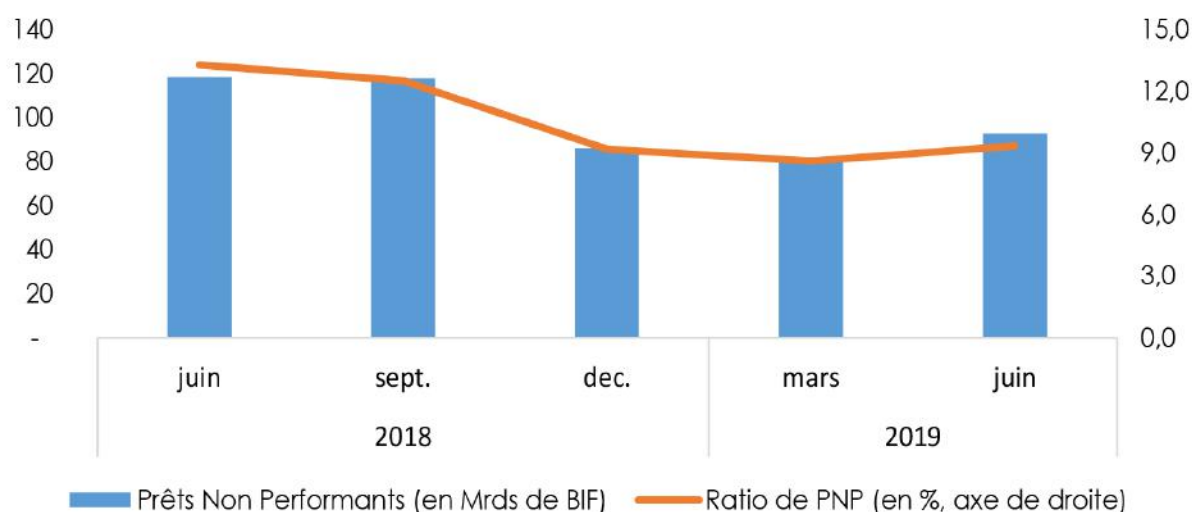
Graphique 13 : Créances non performantes par classe (en %)



Source : BRB

Le taux des prêts non performants s'est fixé à 9,3% à fin juin 2019 contre 13,3% à fin juin 2018, en liaison avec la mesure de radiation des créances qui datent de deux ans dans le bilan du secteur bancaire.

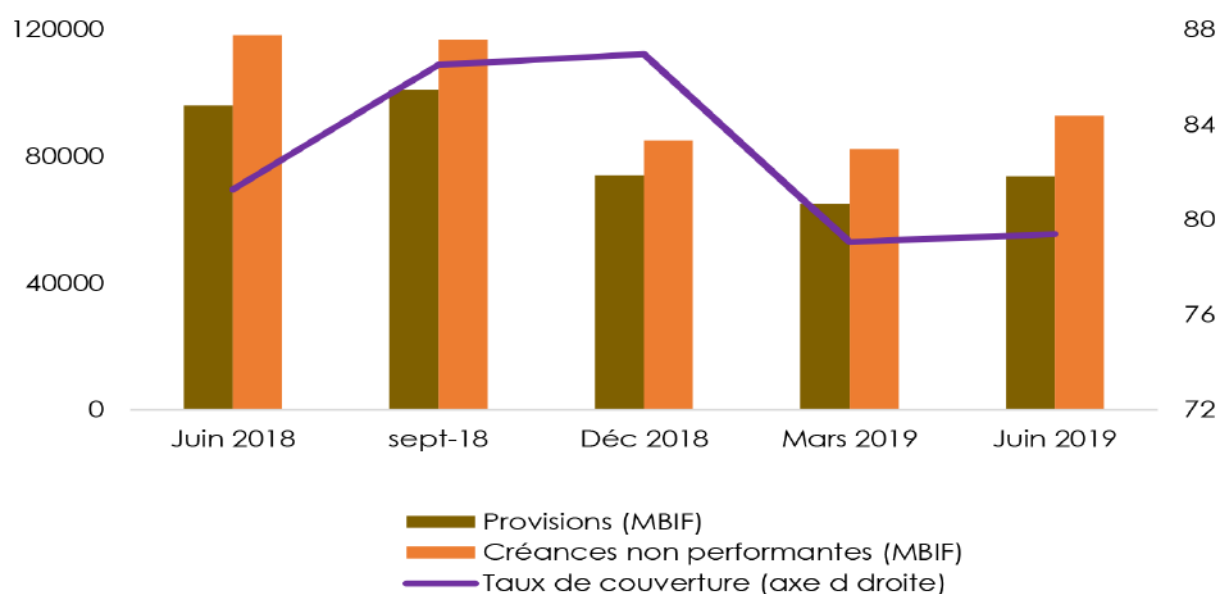
Graphique 14 : Evolution des prêts non performants



Source : BRB

Le ratio de couverture des créances non performantes par les provisions a diminué à fin juin 2019, se fixant à 79,4 contre 87,0% à fin juin 2018, suite à la diminution des prêts non performants (-21,5%). Néanmoins, il a augmenté d'un trimestre à l'autre, en raison avec l'accroissement des créances pré-douteuses (+33,3%) et douteuses (+140,5%).

Graphique 15 : Evolution des provisions et taux de couverture

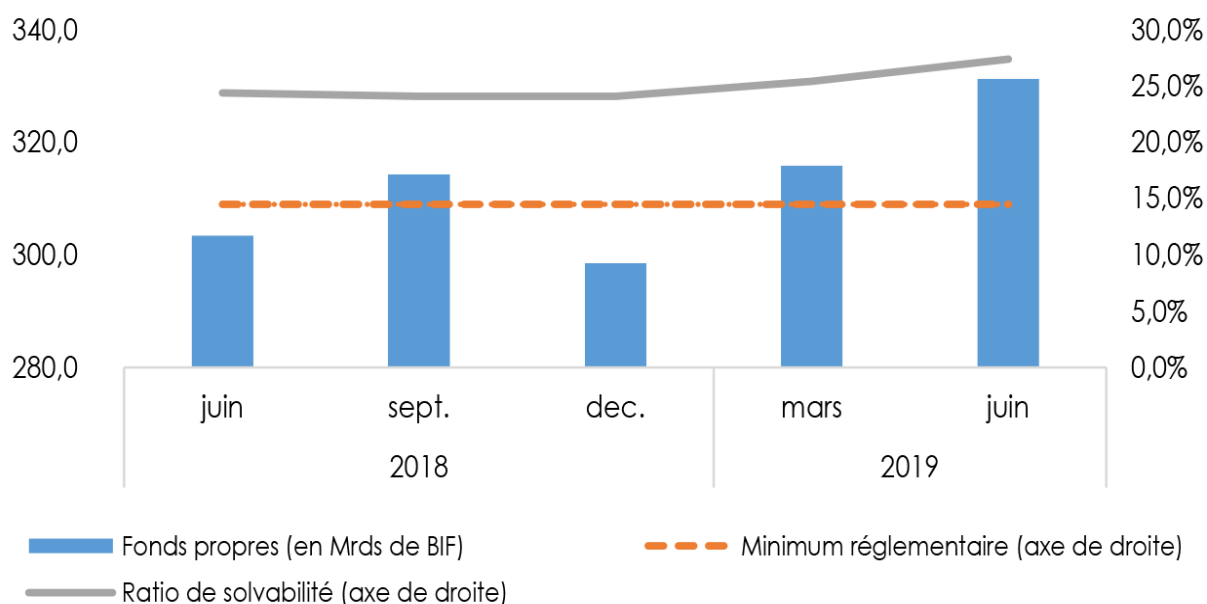


Source : BRB

2.5.3. Adéquation des fonds propres

Les fonds propres du secteur bancaire ont augmenté de 9,2% en glissement annuel et de 4,9% d'un trimestre à l'autre, s'établissant à 331,3 contre 303,4 Mds de BIF à fin juin 2018 et 315,9 Mds de BIF à fin mars 2019.

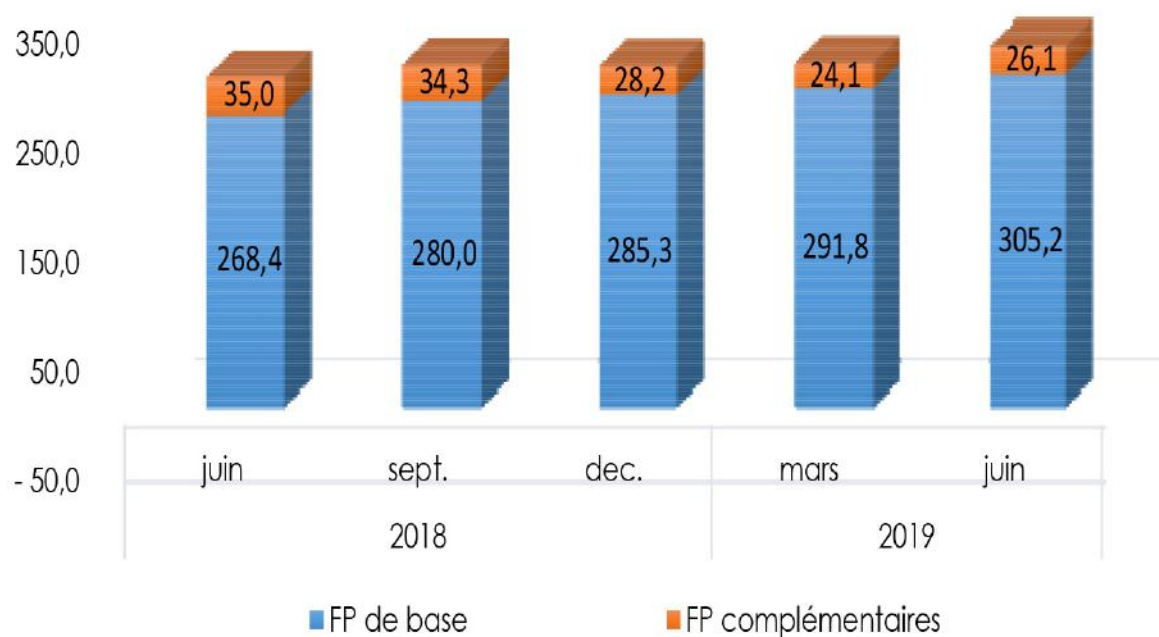
Graphique 16 : Evolution des fonds propres



Source : BRB

Le ratio de solvabilité globale s'est légèrement amélioré en glissement annuel et trimestriel, s'établissant à 27,4% contre 24,4% à fin juin 2018 et 25,4% à fin mars 2019 alors que le minimum réglementaire est de 14,5%.

Graphique 17 : Composition des fonds propres (en Mds de BIF)



Source : BRB

2.5.4. Rentabilité du secteur bancaire

Le produit net bancaire s'est accru de 17,5% à fin juin 2019 par rapport à la même période de 2018, se fixant à 119.261,8 contre 101.489,0 MBIF. De même, le résultat net des établissements de crédit a augmenté, passant de

31.416,9 à 57.243,2 MBIF. Par conséquent, les rendements moyens des actifs (ROA) et des fonds propres (ROE) se sont améliorés, se fixant respectivement à 1,9 et 17,3% contre 1,3% et 10,4% à la même période de 2018.

CONCLUSION ET MESURES DE POLITIQUE MONETAIRE

Au deuxième trimestre 2019, l'activité économique dans les principaux pays avancés et les pays émergents a ralenti en glissement annuel et trimestriel, suite principalement à la persistance des tensions commerciales entre les Etats-Unis et la Chine et l'incertitude liée au BREXIT. Toutefois, l'activité économique s'est améliorée en Chine par rapport au trimestre précédent et reste robuste malgré la décélération en glissement annuel.

Ces tensions commerciales conjuguées avec l'incertitude sur le Brexit et les tensions géopolitiques ont affecté le volume du commerce mondial et ont orienté à la hausse les prix de l'énergie. D'un trimestre à l'autre, l'inflation globale a légèrement augmenté dans les principaux pays avancés et émergents.

Selon les prévisions du FMI de juillet 2019, la croissance économique pourrait atteindre 3,4% en Afrique subsaharienne en 2019, soit 0,1 point de pourcentage de moins que celle prévue en avril 2019.

Les faibles performances des grandes économies de la région notamment pour le Nigeria (2,3 contre 1,9%) et l'Afrique du Sud (0,7 contre 0,8%) pourraient partiellement être compensées par une forte croissance dans les pays pauvres en ressources naturelles.

Au niveau de la conjoncture économique nationale, les principales productions du secteur primaire, notamment la production agricole se sont accrues. Ces bonnes performances du secteur primaire expliquent la déflation enregistrée au cours du second trimestre 2019.

La base monétaire et la masse monétaire ont augmenté au cours du deuxième trimestre 2019, suite à l'accroissement des avoirs intérieurs nets. L'activité du secteur bancaire s'est accrue et tous les principaux indicateurs de solidité financière se sont améliorés.

Au cours du deuxième trimestre 2019, la BRB a initié les nouvelles orientations de politique monétaire pour accroître le niveau de financements dans les secteurs porteurs de croissance. Ces nouvelles mesures permettront aux banques commerciales de financer davantage ces secteurs.

LES ANNEXES

Annexe 1: PIB par branche en Mds de BIF (au prix de 2005)

	2015	2016	2017	2018	2019
Secteur primaire	488,0	497,1	490,9	502,9	528,9
Agriculture vivrière	427,4	431,8	428,5	437,5	459,7
Agriculture d'exportation	21,3	17,6	17,5	18,3	19,8
- Café	4,9	4,2	4,6	4,7	5,1
- Thé	15,4	12,3	12,1	12,7	13,8
- Autres cultures d'exportation	1,0	1,1	0,8	0,9	1,0
Forêt	13,4	12,2	16,7	18,5	20,1
Elevage	22,5	31,6	24,6	24,8	25,4
Pêche	3,4	3,8	3,5	3,7	3,9
Secteur secondaire	290,2	322,6	323,4	334,4	354,9
Extraction	7,9	7,7	8,3	10,0	12,5
Industries	192,3	220,8	214,2	219,1	231,6
- Industries agroalimentaires	143,1	168,4	162,8	165,2	174,5
- Industries Manufacturières	49,2	52,4	51,4	53,9	57,1
. Industries textiles	3,9	9,5	3,5	3,6	3,8
. Autres industries manufacturières	45,3	42,9	47,9	50,3	53,3
Electricité, gaz et eau	7,5	7,7	9,1	10,5	11,1
Construction	82,5	86,3	91,8	94,8	99,7
Secteur tertiaire	828,9	821,4	897,9	940,4	966,9
Commerce	68,5	62,0	69,7	71,8	76,1
Transport et communication	73,4	66,7	64,7	67,7	73,1
- Transports	16,8	17,6	13,5	13,9	14,8
- Services de Postes, Télécommunication, Internet	56,6	49,2	51,2	53,8	58,3
Banques et Assurances	100,0	102,8	112,4	122,5	135,7
Hébergement, Restaurant et autres services marchands	114,0	108,7	126,4	128,9	132,3
Administration publique	298,9	316,7	340,9	366,5	391,7
Education	209,1	211,7	227,2	239,3	250,8
Santé et action sociale	14,0	14,4	18,0	20,0	21,0
Activités à caractère collectif ou personnel	54,4	45,6	51,9	54,5	57,2
Services domestiques	5,4	4,6	5,7	6,0	6,3
SIFIM	-108,9	-111,8	-118,9	-136,8	-177,2
PIB aux coûts des facteurs	1 607,1	1 641,1	1 712,2	1 777,6	1 850,7
Impôts et Taxes	177,5	200,6	195,9	203,4	211,8
PIB aux prix du marché	1 784,6	1 841,7	1 908,1	1 981,0	2 062,4

Annexe 2: Inflation par principales composantes (en %)

	Inflation globale	Inflation alimentaire	Inflation Hors alimentaire
janv-17	12,9	20,4	7,4
févr-17	20,5	33,3	7,4
mars-17	21,1	34,4	8,5
avr-17	19,6	30,2	9,0
mai-17	18,9	27,8	9,0
juin-17	15,1	20,8	8,4
juil-17	13,6	18,8	7,1
août-17	13,9	22,6	5,6
sept-17	15,4	23,9	7,4
oct-17	17,6	28,1	9,0
nov-17	15,4	22,2	7,8
déc-17	10,0	9,5	8,4
janv-18	6,1	3,2	7,9
févr-18	-1,3	-8,7	8,5
mars-18	-2,6	-11,0	8,3
avr-18	-1,7	-9,6	8,5
mai-18	-1,0	-8,7	8,8
juin-18	-0,4	-7,9	8,8
juil-18	-0,8	-8,5	8,8
août-18	-2,3	-10,9	8,2
sept-18	-5,6	-15,8	6,8
oct-18	-8,4	-20,2	6,2
nov-18	-7,3	-18,7	6,6
déc-18	-5,6	-15,2	5,9
janv-19	-3,8	-10,9	4,4
févr-19	-4,1	-10,9	3,1
mars-19	-2,9	-7,8	2,3
avril-19	-2,2	-6,1	1,9
mai-19	-2,4	-5,7	1,2
juin-19	-4,0	-8,6	0,9

Annexe 3 : Opérations Financières de l'Etat (en MBIF)

	Recettes			Dépenses	Solde global
	Recettes intérieures	Dons	Totales		
janv-17	53 627,70	7 058,30	60 686,00	64 415,60	-3 729,60
févr-17	51 656,90	10 991,70	62 648,50	84 274,10	-21 625,60
mars-17	73 064,80	13 243,60	86 308,40	87 906,10	-1 597,80
avr-17	51 144,70	9 769,60	60 914,30	98 016,50	-37 102,20
mai-17	54 415,70	8 886,70	63 302,40	87 125,30	-23 822,90
juin-17	65 194,30	22 169,00	87 363,30	88 592,80	-1 229,50
juil-17	67 742,90	11 005,50	78 748,40	87 554,40	-8 806,00
août-17	72 246,70	9 317,20	81 563,90	113 343,30	-31 779,40
sept-17	69 515,00	8 503,20	78 018,20	82 670,90	-4 652,70
oct-17	60 683,30	16 279,20	76 962,50	124 142,80	-47 180,30
nov-17	65 298,00	8 264,80	73 562,80	79 101,30	-5 538,40
déc-17	69 552,50	13 024,20	82 576,70	131 400,00	-48 823,20
janv-18	62 945,10	9 475,40	72 420,50	72 255,80	164,8
févr-18	58 578,40	24 358,30	82 936,70	128 496,30	-45 559,60
mars-18	90 994,60	18 147,30	109 141,90	112 356,80	-3 215,00
avr-18	65 134,60	17 173,80	82 308,40	102 753,10	-20 444,70
mai-18	63 096,80	19 297,10	82 393,90	119 669,80	-37 275,80
juin-18	75 254,20	31 153,20	106 407,40	162 729,20	-56 321,80
juil-18	60 554,70	11 601,30	72 156,00	79 153,40	-6 997,30
août-18	75 622,20	12 063,40	87 685,60	102 781,40	-15 095,90
sept-18	73 977,30	17 554,90	91 532,20	97 407,00	-5 874,80
oct-18	70 957,30	13 169,40	84 126,70	121 865,50	-37 738,80
nov-18	61 412,20	8 713,80	70 126,00	85 930,70	-15 804,70
déc-18	78 361,60	28 541,40	106 903,00	126 953,20	-20 050,20
janv-19	66 765,74	14 412,40	81 178,14	130 266,34	-49 088,20
févr-19	67 427,71	24 367,44	91 795,16	116 847,05	-25 051,89
mars-19	97 566,21	19 018,00	116 584,21	99 644,02	16 940,19
avr-19	76 198,11	19 259,45	95 457,56	130 649,64	-35 192,08
mai-19	69 221,83	20 060,20	89 282,03	129 261,73	-39 979,71
juin-19	99 216,12	32 212,40	131 428,52	115 908,89	15 519,62

Annexe 4 : Dette publique (en MBIF)

Mois	Dette intérieure				Dette extérieure	Dette Publique Totale
	Avances de la BRB	Bons et Obligations	Autres	Total		
janv-17	708 968,9	583 970,9	36 990,0	1 329 929,8	730 756,4	2 060 686,20
févr-17	720 858,9	613 931,0	38 593,5	1 373 383,4	734 769,9	2 108 153,26
mars-17	741 269,6	627 821,5	48 614,6	1 417 705,6	729 097,9	2 146 803,47
avr-17	733 398,9	643 307,1	44 744,5	1 421 450,5	718 755,2	2 140 205,66
mai-17	748 696,4	660 063,7	46 120,0	1 454 880,1	747 209,9	2 202 089,96
juin-17	748 813,6	676 889,0	41 050,0	1 466 752,6	754 428,4	2 221 180,96
juil-17	732 104,3	676 920,9	40 961,3	1 449 986,5	760 152,9	2 210 139,35
août-17	730 342,1	709 627,0	44 402,2	1 484 371,3	770 343,8	2 254 715,13
sept-17	713 443,5	742 272,1	44 336,2	1 500 051,8	774 953,0	2 275 004,81
oct-17	741 876,6	742 224,8	40 123,5	1 524 224,9	773 687,4	2 297 912,40
nov-17	747 014,0	756 804,4	32 913,2	1 536 731,6	775 221,7	2 311 953,25
déc-17	787 208,1	829 763,9	31 247,7	1 648 219,7	778 292,4	2 426 512,11
janv-18	745 506,8	846 581,2	29 868,4	1 621 956,4	787 987,1	2 409 943,47
févr-18	745 661,6	866 729,8	33 745,7	1 646 137,1	789 859,3	2 435 996,36
mars-18	737 539,1	899 110,7	39 655,5	1 676 305,3	795 087,8	2 471 393,09
avr-18	715 697,6	925 946,4	31 374,4	1 673 018,4	809 971,8	2 482 990,15
mai-18	714 813,1	953 009,4	31 843,6	1 699 666,1	800 922,3	2 500 588,40
juin-18	780 458,1	993 081,2	61 935,9	1 835 475,2	801 839,6	2 637 314,84
juil-18	739 553,0	1 003 048,5	59 864,5	1 802 466,0	803 941,0	2 606 407,05
août-18	722 760,6	1 034 907,2	61 327,5	1 818 995,3	802 130,7	2 621 125,97
sept-18	723 876,1	1 057 501,6	65 477,4	1 846 855,1	804 250,5	2 651 105,63
oct-18	750 952,9	1 074 283,1	63 695,0	1 888 931,0	804 808,3	2 693 739,31
nov-18	749 761,5	1 099 486,2	63 621,6	1 912 869,3	810 165,1	2 723 034,41
déc-18	772 108,5	1 106 829,2	58 884,2	1 937 821,9	815 659,1	2 753 481,05
janv-19	735 898,0	1 170 456,8	59 277,8	1 965 632,6	821 818,0	2 787 450,62
févr-19	754 785,4	1 203 007,7	59 539,4	2 017 332,5	821 396,1	2 838 728,64
mars-19	776 260,3	1 230 561,3	59 993,5	2 066 815,1	824 023,9	2 890 839,03
avr-19	749 554,5	1 264 065,9	60 337,0	2 073 957,4	827 752,1	2 901 709,49
mai-19	741 946,8	1 309 285,8	59 237,2	2 110 469,8	867 433,4	2 977 903,25
juin-19	762 094,0	1 339 778,2	56 733,3	2 158 605,5	874 568,9	3 033 174,45

Annexe 5 : Réserves des banques commerciales

	Réserves totales des banques	Interventions de la Banque Centrale
janv-17	128 121,5	85 130,5
févr-17	128 818,8	89 580,0
mars-17	133 496,9	93 971,8
avr-17	152 138,5	97 130,4
mai-17	141 232,6	94 778,2
juin-17	118 531,9	76 500,5
juil-17	95 342	101 518
août-17	115 927	118 005
sept-17	121 733	113 145
oct-17	125 576	123 451
nov-17	129 441	117 240
déc-17	157 967	130 194
janv-18	172 260	154 539
févr-18	170 882	168 632
mars-18	167 621	171 915
avr-18	143 711	211 263
mai-18	164 888	240 642
juin-18	153 401	261 700
juil-18	170 178	296 208
août-18	171 713	290 076
sept-18	166 234	298 588
oct-18	158 420	286 969
nov-18	146 546	268 534
déc-18	150 237	248 370
janv-19	163 427	258 199
févr-19	165 114	267 534
mars-19	192 194	281 986
avril - 19	167 995	292 282
mai - 19	163 240	315 130
juin - 19	170 302	334 215

Annexe 6 : Taux d'intérêts du marché monétaire (en %)

	Marché interbancaire	Facilité de prêt marginal	Apport de liquidité	Bons du Trésor à 13 semaines
janv-17	3,12	7,91	2,40	4,91
févr-17	5,18	8,50	3,72	5,50
mars-17	6,00	9,01	4,92	6,01
avr-17	6,00	7,96	5,36	4,96
mai-17	5,50	7,17	3,85	4,165
juin-17	4,20	7,14	2,92	4,135
juil-17	5,14	6,98	3,34	3,98
août-17	4,32	7,45	2,70	4,45
sept-17	4,21	7,92	2,73	4,92
oct-17	-	8,19	2,52	5,19
nov-17	4,08	8,25	2,50	5,25
déc-17	4,00	7,13	2,79	4,13
janv-18	3,77	7,02	2,75	4,02
févr-18	3,64	6,98	2,54	3,98
mars-18	-	6,59	2,84	3,59
avr-18	-	6,16	3,19	3,16
mai-18	4,45	5,51	3,57	2,51
juin-18	4,17	5,07	3,82	2,07
juil-18	-	5,13	3,17	2,13
août-18	3,00	5,29	2,60	2,29
sept-18	-	5,57	2,65	2,57
oct-18	3,00	5,50	2,76	2,50
nov-18	3,00	5,48	2,29	2,48
déc-18	3,34	5,48	2,42	2,48
janv-19	3,11	5,53	2,48	2,53
févr-19	-	5,50	2,48	2,50
mars-19	-	5,50	2,41	2,50
avril-19	3,66	5,48	2,63	2,48
mai-19	3,67	5,50	2,69	2,50
juin-2019	3,69	5,50	2,82	2,50

Annexe 7 : Indicateurs d'activité du secteur bancaire (en MBIF)

	30/06/2018	31/03/2019	30/06/2019	Variation trim. en %	Variation ann. en %
I. EMPLOIS	2 428 233,5	2 778 167,0	2 940 947,3	5,9	21,1
I.1. PRINCIPAUX EMPLOIS	2 010 428,8	2 360 588,9	2 502 326,7	6,0	24,5
A. Actifs Liquides	1 118 308,6	1 403 505,9	1 509 280,1	7,5	35,0
. Caisse	57 500,1	62 071,9	71 025,3	14,4	23,5
. B.R.B.	166 804,2	241 497,2	227 247,8	-5,9	36,2
. Banques & Etablissements Financiers	91 298,1	59 542,6	60 961,9	2,4	-33,2
. Bons & Obligations du Trésor	802 706,2	1 040 394,2	1 150 045,2	10,5	43,3
B. Crédits	892 120,2	957 083,0	993 046,5	3,8	11,3
. Court terme	461 142,0	448 388,0	451 851,5	0,8	-2,0
. Moyen terme	266 801,0	322 092,0	345 808,0	7,4	29,6
. Long terme	164 177,2	186 603,1	195 387,1	4,7	19,0
. Crédits bail	0,0	0,0	0,0		0,0
C. Actif Immobilisé	129 758,3	139 318,3	142 685,1	2,4	10,0
I.2. Autres	288 046,4	278 259,9	295 935,5	6,4	2,7
II. RESSOURCES	2 428 233,5	2 778 167,0	2 940 947,3	5,9	21,1
II.1. Principales ressources	1 768 767,9	2 105 492,1	2 218 575,4	5,4	25,4
. Clientèle	1 294 049,2	1 630 331,1	1 694 514,5	3,9	30,9
dont les grands dépôts des banques	524 560,1	756 859,1	761 213,5	0,6	45,1
. Refinancement auprès B.R.B.	258 387,0	287 105,3	334 675,3	16,6	29,5
. Autres	0,0	0,0	0,0		0,0
. Banques & Etablissements Financiers	216 331,7	188 055,8	189 385,5	0,7	-12,5
. Capital et réserves	252 261,3	265 198,3	289 083,2	9,0	14,6
II.2. Autres	659 465,6	672 674,9	722 371,9	7,4	9,5
INDICATEURS DU SECTEUR BANCAIRE					
Adéquation des fonds propres					
. Fonds propres de base nets (en MBIF)	268 378,9	291 795,4	305 208,4	4,6	13,7
. Fonds propres (en MBIF)	303 401,4	315 906,8	331 307,8	4,9	9,2
. Risques pondérés	1 244 866,2	1 242 385,9	1 209 017,2	-2,7	-2,9
. Ratio de solvabilité de base (norme 12,5%)	21,6	23,5	25,2		
. Ratio de solvabilité globale (norme 14,5%)	24,4	25,4	27,4		
. Ratio de levier (norme 7%)	11,1	10,5	10,4		
Qualité et concentration des crédits					
. Grands risques	155 091,0	175 773,1	277 699,3	58,0	79,1
. Créances à surveiller	40 841,4	79 832,2	66 887,8	-16,2	63,8
. Créances Non performantes	118 250,8	82 224,7	92 790,7	12,9	-21,5
. Impayés	159 092,2	162 056,9	159 678,5	-1,5	0,4
- créance à surveiller	40 841,3	79 832,2	66 887,8	-16,2	63,8
- créances pré douteuses	17 230,2	9 401,0	12 530,4	33,3	-27,3
- créances douteuses	29 880,1	7 819,7	18 807,6	140,5	-37,1
- créances compromises	71 140,4	65 004,0	61 452,7	-5,5	-13,6
. Dépréciations	96 109,0	65 004,0	73 671,1	13,3	-23,3
. Total crédits bruts/Total actifs bruts (en %)	36,7	34,5	33,8		
. Prêts à l'Etat/Total actifs bruts (*)	33,1	37,4	39,1		
. Prêts à l'Etat/Fonds propres de base (*)	332,4	328,0	376,8		
. Taux des prêts non performants	13,3	8,6	9,3		
. Taux d'impayés	17,8	16,9	16,1		
. Taux de provisionnement (en %)	81,3	79,1	79,4		
. Grands risques/Total crédits bruts (en %)	17,4	18,4	28,0		
Liquidité					
. Coefficient de liquidité en BIF	0,0	276,6	235,8		
. Coefficient de liquidité en devises	0,0	97,7	114,1		
. Total crédits/total dépôts	68,9	58,7	58,6		
. Rapport entre ressources Stables et Emplois Immobilisés	142,4	142,4	125,5		
. Gros dépôts/Total dépôts	40,5	46,4	44,9		
Rentabilité et performance					
. Résultat avant impôt	34 538,8	29 148,4	60 574,6	107,8	75,4
. Résultat net de l'exercice	31 416,9	26 008,6	57 243,2	120,1	82,2
. Produit Net Bancaire	101 489,0	57 348,0	119 261,8	108,0	17,5
. ROA	1,3	0,9	1,9		
. ROE	10,4	8,2	17,3		



Maquette et impression
IMPRIMERIE MEX